

A Bujumbura, la contestation s'essouffle sous la pression de la police

@rib News, 03/05/2015 – Source AFP Dans les quartiers contestataires de Bujumbura, la même scène ne se répète désormais plus : quelques dizaines d'opposants à un troisième mandat du président burundais Pierre Nkurunziza tentent de se regrouper, mais la police tire en l'air. Tout de suite, ils se dispersent. Un peu plus d'un mois après son début, la contestation populaire s'essouffle dans la capitale burundaise. Lassitude, besoin de gagner sa vie, les raisons sont multiples. Mais la brutalité de la police et son changement de tactique - elle tue désormais dans l'oeuf les regroupements - est sans doute en tête de liste.

"Ça a changé, avant au moins on pouvait un peu discuter avec eux. Maintenant, quand ils nous voient, automatiquement, ils nous poursuivent", lâche Jean-Marie, chauffeur au chômage de Musaga. Le matin même, lui et quelques dizaines d'autres manifestants se sont encore fait disperser, raconte-t-il. "Si le nombre de manifestants baisse, c'est parce que beaucoup sont en prison, blessés, tués, et pour le reste, ils sont terrorisés", poursuit-il. Depuis le début de la contestation, une quarantaine de personnes sont mortes dans les affrontements entre contestataires et forces de sécurité. Des centaines ont été blessées ou arrêtées. Jusqu'à il y a quelques jours encore, la police repoussait les manifestants des quartiers contestataires, patrouillant sur les axes principaux et laissant les manifestants se rassembler par groupe de quelques dizaines, chanter des slogans anti-Nkurunziza et même ériger des barricades qui lui bloquaient l'accès aux ruelles. La nuit, elle se retirait, pour ne revenir qu'au matin. Les barricades ont aujourd'hui disparu, et les policiers n'hésitent plus à s'aventurer en profondeur des quartiers. Ils y patrouillent désormais jusque dans la nuit. Dans le même temps, l'armée, qui calmait le jeu entre eux et les manifestants, a quasiment disparu. "Nous avons dû nous adapter, maintenant, nous restons 24 heures sur 24 dans les quartiers et on essaie d'empêcher tout regroupement", confie un haut responsable de la police. Il reconnaît que les forces de sécurité ont durci leurs méthodes, en réaction notamment à la tentative de coup d'Etat manquée mi-mai, à laquelle le pouvoir accuse les manifestants d'être liés. - Le soir, des rues vides - A Musaga, les manifestants laissent encore de grosses pierres en travers des rues, mais c'est surtout pour la nuit, quand ils font eux-mêmes des rondes pour protéger le quartier d'éventuelles descentes policières. Avec ces mini-barrages, faciles à démonter, ils espèrent ralentir les forces de l'ordre, et se laisser le temps de se mettre à l'abri. C'est la nuit surtout que les policiers sont "nerveux", racontent les habitants, qui évitent alors de sortir. "Le soir, à partir de 19 heures, on ne trouve personne dans les rues, les gens ont peur", dit l'une d'entre eux, assise au bord de la route. A Musaga comme dans d'autres quartiers frondeurs, les nuits sont ponctuées de tirs, dissuadant un peu plus les manifestants de reprendre le chemin de la rue au matin. "On ne peut pas dormir à cause des coups de feu", confirme Miburo, une habitante de 24 ans de Buterere, un quartier du nord-ouest de la capitale où un militant d'un parti d'opposition a encore été tué dans la nuit de mardi à mercredi par l'explosion d'une grenade dans sa maison. "Ces gens nous terrorisent", accuse-t-elle, pointant du doigt la responsabilité des Imbonerakure (ligue de jeunesse du parti présidentiel) dans cet incident. Après plus d'un mois de contestation, les habitants des quartiers frondeurs sont aussi pris à la gorge financièrement. La plupart n'ont pas travaillé depuis des semaines, certains par choix, pour protester contre le troisième mandat, d'autres contraints, parce que l'activité économique est paralysée et que leurs réserves sont épuisées. "Les gens sont fatigués, ça fait un mois que personne ne travaille, n'a plus rien à manger, et il y a des balles qui sifflent", résume Anatole, habitant de Musaga. Dans le centre de Bujumbura, deux jeunes femmes qui préparent à l'entrée d'une ruelle des extensions capillaires pour des clientes encore rares disent avoir profité de "l'accalmie" pour venir gagner un peu d'argent. "Les gens doivent payer leurs maisons, manger, donc ils viennent travailler", justifie l'une d'elle, Espérance. Les deux femmes continuent pourtant d'annoncer le troisième mandat. Et, dit Diane, sa collègue, "si on nous demande de reprendre les manifestations, on devra les reprendre". Burundi : la police étouffe toute tentative de manifestation à Bujumbura La police burundaise empêchait mercredi toutes tentatives de manifestations hostiles au pouvoir dans les quartiers contestataires de Bujumbura, a-t-on constaté. Déployés en masse depuis presque deux semaines maintenant dans ces quartiers, les policiers intervenaient systématiquement, à coups de gaz lacrymogène et de tirs de sommation, pour prévenir tout rassemblement suspect. Ils pourchassaient les manifestants jusque dans les moindres ruelles, alors que les grandes avenues sont désormais fermement sous leur contrôle et que toutes les barricades y ont été démolies. La tactique a un certain succès, puisque quasiment aucune manifestation d'importance n'était à signaler mercredi matin dans Bujumbura, après plus d'un mois de vive contestation populaire contre la candidature à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. La nuit a été une nouvelle fois ponctuée de tirs par intermittence. Dans la soirée de mardi, un véhicule a été attaqué à coups de cocktails molotov et incendié par des inconnus. Son chauffeur a grièvement brûlé. Une sensible augmentation des manifestations a été observée en province, avec des rassemblements anti-troisième mandat à Ijenda, à une trentaine de km de Bujumbura, à Mugamba (sud), à Matana (sud), à Gisozi (centre), et Kibumbu (centre). Depuis l'annonce de la candidature de M. Nkurunziza fin avril, les manifestations sont quasi-quotidiennes dans les rues de Bujumbura, et les affrontements nombreux avec la police qui fait un large usage de ses armes à feu. Plus d'une trentaine de personnes ont été tuées, et, dans ce contexte de très vives tensions politiques, la sécurité s'est fortement dégradée. Des élections législatives et communales, repoussées de 10 jours sous la pression de la communauté internationale, sont théoriquement prévues vendredi prochain, suivies du scrutin présidentiel le 26 juin, puis des sénatoriales le 17 juillet. Réunis en sommet dimanche en Tanzanie, les pays d'Afrique de l'Est ont demandé que ce report aille au moins jusqu'à la mi-juillet. La Commission électorale nationale (Ceni) a fait des propositions techniques en ce sens à la présidence, qui depuis, ne s'est pas prononcée publiquement sur le sujet.